

Service Environnement

QUIMPER, le 12/04/2023

Départ n°: 2023 1848

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



EARL Pisciculture TISON

Kéradennec
29440 SAINT-VOUGAY

Code AIOT : 0052903914

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 autorisant l'EARL pisciculture de Kéradennec, à exploiter une pisciculture au lieu-dit Kéradennec à Saint-Vougay, au titre de la législation sur les installations classées, de la police de l'eau, et de la police de la pêche en eau douce et de la gestion des ressources piscicoles.
- Arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées), modifié par l'arrêté du 8 juin 2017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement EARL Pisciculture TISON implanté lieu-dit Kéradennec 29440 Saint-Vougay.

L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Elle a été effectuée dans le cadre d'une inspection conjointe DDPP service Environnement / DDTM service SEB pôle police de l'eau, dans le cadre de la vérification de la conformité des prises d'eau des piscicultures situées sur le Kerallé, la Flèche et le Quillimadec, toutes exploitées par monsieur Thomas TISON, et d'une mise à jour de l'arrêté d'autorisation à l'occasion du changement d'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL Pisciculture TISON
- lieu-dit Kéradennec 29440 SAINT-VOUGAY
- Code AIOT : 0052903914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans l'activité d'élevage de truites Arc-en-ciel, qui assure le pré-grossissement des truitelles et le grossissement des truites, et réalise accessoirement une activité d'écloserie-alevinage. L'exploitation de la pisciculture est autorisée par arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité d'exploitation de l'installation (critère biomasse annuelle produite) et modifications apportées à l'installation, dispositifs de mesure des débits, dispositifs de franchissement de la prise d'eau (continuité écologique), suivi des débits à l'étiage et hors étiage 2022, conformité du rejet à l'étiage 2022 et hors étiage, prescriptions techniques des forages.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositifs de mesure des débits	Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Continuité écologique	Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.2	/	Sans objet
4	Suivi des débits	Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.2	/	Sans objet
5	Conformité du rejet	Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.5	/	Sans objet
6	Prescriptions techniques forage	Arrêté préfectoral du 13/04/2016, article 3 point 3.1 annexe 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation et modifications de l'installation	Arrêté préfectoral du 27/10/2004, articles 2.1 et 2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

N° de point de contrôle	Non- conformité	Mesures et actions correctives attendues	Délai
1	Aucune	Mise à jour du dossier IC (dont la décision sur le devenir du forage de profondeur 97 m : soit abandon définitif (et programmer le cas échéant la réalisation des travaux de comblement du forage); soit conservation du forage (et programmer la réalisation des travaux de mise aux normes)	2 mois
2	Dispositif de mesure du débit réservé: Le Q réservé passant dans la passe à poisson peut être contrôlé par le déversoir du seuil de partition, quand le débit est < ou = à 17 L/s. Quand le débit est supérieur, il ne peut être établi.	Proposition d'un système de contrôle et d'enregistrement du débit réservé, montrant en particulier le respect du Q réservé à l'étiage : * Soit la pause d'une échelle limnimétrique avec établissement de la courbe de tarage ; * Soit la rédaction d'une procédure prévoyant l'enregistrement des hauteurs de lame d'eau passant par le déversoir, associé à un tableur ou une abaque pour le calcul du débit correspondant.	2 mois
3	Dispositifs de franchissement non-conformes	Transmission des conclusions de l'étude (diagnostic de conformité) et les solutions retenues pour la mise en conformité de dispositifs de franchissement.	* Transmission de la solution technique détaillée (avec plans et coupes cotées) 15/12/24 * Réaliser les travaux d'aménagement des ouvrages : 15/12/25
4	Pas de suivi du Q réservé à l'étiage 2022	Proposition pour l'étiage 2023 d'une procédure de contrôle et d'enregistrement des hauteurs de lame d'eau dans le déversoir, montrant en particulier le respect du Q réservé à l'étiage.	* Proposition: 2 mois * Mise en oeuvre: étiage 2023

5	<p>- Absence de résultats transmis des 4 contrôles mensuels 2022 réalisés le 30/03, le 30/07, le 30/11 et le 30/12.</p> <p>- Impact du rejet de la pisciculture sur l'état écologique de La Flèche, classé en état écologique moyen, en raison du paramètre déclassant Nitrates. La quantité d'aliment distribué n'a pas été adaptée durant 5 semaines de l'étiage 2022, pour respecter la norme du bon état en fonction du débit rivière disponible :</p> <p>* dépassement du différentiel $\text{NH}_4 > 0,5 \text{ mg/L}$ norme du bon état physico-chimique de la rivière Le Kerallé, sur 5 contrôles en juin, juillet et septembre 2022</p> <p>* dépassement du différentiel $\text{NO}_2 > 0,1 \text{ mg/L}$ sur 1 prélèvement instantané du 24 août 2022 analyse Capinov effectuée selon une méthode normalisée : 0,4 mg/L, non détecté par une analyse en interne</p>	Transmission des rapports des analyses mensuelles du laboratoire Capinov réalisées sur des prélèvements du 30/03, 30/07, 30/11 et 30/12.	* Transmission des 4 rapports d'analyse: 2 mois
		Transmission de l'interprétation des résultats d'analyses non conformes (débit, quantité d'aliment distribué, taux de rationnement/ stock poisson, etc.);	* Interprétation des résultats: 2 mois
		<p>Mise en oeuvre des mesures correctives :</p> <p>1. des contrôles externes de recalage, afin de comparer les résultats d'analyses sur un même échantillon par l'exploitant et par le laboratoire et s'assurer de la fiabilité de ses analyses (dépassement du différentiel de concentration en NO_2 non détecté par une analyse en interne);</p> <p>2. mise en place d'un tableau pour le calcul de l'aliment distribué en fonction des débits et des concentrations amont pour le respect des normes ammonium/nitrites, afin d'adapter la quantité d'aliment distribué au débit disponible et maîtriser l'impact du rejet de la pisciculture.</p>	* Mise en oeuvre des mesures 1 et 2 : étiage 2023
6	Défauts de mise aux normes du forage de profondeur 55 m	Programmation de la mise aux normes du forage : transmission des devis signés et du calendrier des travaux programmés (avant fin 2024)	* Programmation : 2 mois
		Transmission des justificatifs de cette mise aux normes (photos et factures signées, etc.)	* Travaux réalisés : décembre 2024

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation et modifications de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/10/2004, articles 1, 2-1 et 2-7
Thème(s) : Risques chroniques, conformité au dossier déposé, dossier installation classée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande. Toute modification de l'installation, de son mode d'utilisation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.- L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant au moins les éléments suivants :<ul style="list-style-type: none">• les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe,...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion alevinage s'il existe, et le(s) point(s) de rejet(s) des eaux résiduaires de la pisciculture
Constats : <p>I. Evolution des structures : des modifications notables sont constatées:</p> <ul style="list-style-type: none">* atelier éclosion : est mis à l'arrêt – conservé selon besoin, et selon le fonctionnement de l'éclosion sur le site de la pisciculture du Moulin de Lescoat; les 2 bassins d'alevinage sont inutilisés.* le bassin décanteur situé à l'entrée de la pisciculture n'est plus utilisé (alimentation en eau de l'éclosion)* construction d'une plate-forme à jet pour l'oxygénation de l'eau entrant dans la pisciculture, fournit 20 ppm oxygène, installation de 2 pompes de 2 x 30L pour le passage de l'eau dans la plateforme* 2 forages enregistrés sur l'application Infoterre du BRGM : <p>1. N° BSS000QSPB = 02016X0041/F profondeur 97 m date de réalisation 14/12/01 - situé sur parcelle n° A 852 ? L'exploitant ne connaît pas son existence et sa localisation.</p> <p>2. N° BSS000QSNZ = 02016X0039/F profondeur 55 m date de réalisation 23/10/01 - situé sur parcelle n° A 852 – l'eau issue de ce forage est destiné à l'alimentation de l'atelier éclosion/alevinage.</p> <p>Coordonnées géographiques X(km) : 122,050 – Y(km) : 121,090 – Z : 69 m</p> <p>Existence de dispositifs d'oxygénation et de déferrisation de l'eau.</p> <ul style="list-style-type: none">* Mise en service d'un dispositif de recirculation de l'eau à l'étiage, l'eau après filtration mécanique est ré-oxygénée par bicône d'oxygénation et par la nouvelle plateforme à jet en tête de pisciculture, recirculée par 2 pompes de capacité 25 L/s.* Installation d'oxygène liquide : la capacité de la cuve de stockage a été augmentée : elle est passée de 3000 L (3,42 t) à 5000 L (5,74 t).* Installation de traitement du rejet en sortie de pisciculture, conforme : Filtre à tambour et bassin de décantation. <p>II. Bilan annuel 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">* Production biomasse 2022 (janvier à décembre 2022) : 50,375 t , conforme, inférieure à 55 t, production annuelle autorisée par l'AP du 27/10/2004 (art. 1)* Quantité d'aliment distribué en 2022 : 62,756 t, supérieure à 50 t, quantité max. prescrite par l'AP du 27/10/2004 (art. 1) <p>IC = 1,24 > 1,1 prévu par l'AP du 27/10/2004 (55 t biomasse/ 50 t d'aliment)</p> <p>Demande de l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant transmet à l'Inspection des IC les informations suivantes complétant son dossier Installation classée :<ul style="list-style-type: none">* un plan mis à jour matérialisant l'implantation des 2 forages et le circuit d'alimentation en eau de l'éclosion et des deux bassins d'alevinages (N° de parcelle et coordonnées géographiques du forage n° 1);* les caractéristiques du filtre à tambour en sortie de pisciculture (capacité et diamètre maillage).* une explication sur l'augmentation de la quantité d'aliment distribué en 2022, environ 13 t d'aliment en plus distribué/ 50 t autorisé.* sa décision sur le devenir du forage n°1 et l'informe sur le choix de l'option retenue : soit l'abandon définitif (et programmer le cas échéant la réalisation des travaux de comblement du forage); soit la conservation du forage (et programmer la réalisation des travaux de cimentation de l'espace annulaire, si non déjà effectuée, et l'installation d'un dispositif complet de protection de la tête de forage). <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Dispositifs de mesure des débits

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.2 point 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure du débit réservé et du débit dérivé (échelle limnimétrique avec seuil de mesure préfabriqué ou déversoir et courbes de tarage correspondantes, ou autre dispositif équivalent).
Constats : 1. Dispositif de mesure du débit réservé * Q réservé établi à 15 L/s : pour une hauteur $h=16,5$ cm et un angle de 90° , la formule de Thomson appliqué à un déversoir triangulaire dénoyé, donne un Q réservé de 17 L/s environ; * existence d'une planche calibrée pour maintenir un débit $>$ ou $=$ à 15L/s circulant dans la passe à poisson – Régulation du débit entrant et du débit circulant dans les bassins, tel que la hauteur de lame d'eau est toujours supérieure à la hauteur de l'échancrure triangulaire du seuil partiteur. * régulation du débit : Réglage du débit entrant par des cales placées à l'entrée des bassins recevant la 1ère eau, pour diminuer le débit entrant ; Régulation du débit circulant dans les bassins par un dispositif de recirculation de l'eau filtrée à l'étiage qui renvoie dans le canal d'entrée par 2 pompes 2×25 L/s = 50 L/s max. * Limite de la méthode de mesure : Le débit réservé passant dans la passe à poisson peut être contrôlé par le déversoir du seuil de partition, quand le débit est inférieur ou égal à 17 L/s. Quand le débit est supérieur, il ne peut être établi. 2. Dispositif de mesure du débit dérivé: * Q dérivé estimé par la méthode de mesure du débit restitué à la rivière en sortie du bassin du filtre rotatif, établi selon la formule du déversoir à paroi mince (formule de Poléni), pour une largeur de seuil de 0,90 m. La hauteur de la lame d'eau h est lue sur une règle fixée sur le seuil. * le 21/02 pour $h = 17,5$ cm, $Q= 117$ L/s, avec lecture directe du débit sur une abaque fournissant en fonction de h le débit. Demande de l'inspection : - L'exploitant doit proposer à l'Inspection des installations classées, un système de contrôle et d'enregistrement du débit réservé, montrant en particulier le respect du Q réservé à l'étiage : * Soit la pause d'une échelle limnimétrique avec établissement de la courbe de tarage ; * Soit la rédaction d'une procédure prévoyant l'enregistrement des hauteurs de lame d'eau passant par le déversoir, associé à un tableur ou une abaque pour le calcul du débit correspondant. Remarque : l'évaluation du débit réservé peut être obtenu par différence entre le débit de la rivière à la prise d'eau et le débit dérivé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Continuité écologique – dispositifs de franchissement de la prise d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 4.2 point 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La circulation normale du poisson en rivière, ainsi que la remontée des reproducteurs sauvages vers les sources, restent assurées en permanence. A cette fin, le barrage de dérivation est équipé d'un dispositif de franchissement continuellement alimenté par le débit réservé. Un dispositif de dévalaison du poisson vers la rivière est installé en amont immédiat de la première grille de clôture piscicole et est continuellement alimenté et entretenu.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- La montaison est assurée par une passe à poisson comportant plusieurs bassins. Cette passe à poisson semble ne pas respecter les critères piscicoles de l'OFB (taille trop petite des bassins pour dissiper l'énergie notamment et hauteurs de chute trop élevées pour certaines espèces cibles du cours d'eau).- La dévalaison est assurée par un canal qui assure le transfert des poissons et débouche bien dans le cours d'eau et une fosse de réception. Demande de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant fait réaliser un diagnostic par un bureau d'étude spécialisé, pour confirmer ces constats, et proposer des solutions de mise en conformité : Sur les bassins de la passe à poisson : taille trop petite et hauteurs de chute trop importantes ; Pour la dévalaison, les conditions du transfert en basses eaux sont à vérifier ; la hauteur d'eau dans le canal de transfert pourrait être améliorée par l'ajout de planches ou de batardeaux. Pour avis sur cette mise en conformité, vous pourrez solliciter une expertise de l'OFB et vous appuyer sur leurs recommandations pour mettre en œuvre le dispositif adéquat. <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant transmet à l'Inspection au plus tard le 15 décembre 2024, les conclusions de l'étude et les solutions retenues pour la mise en conformité de dispositifs de franchissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des débits

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/10/2004, article 4.2 point 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les débits sont relevés au minimum toutes les semaines par l'exploitant et tous les jours en période d'étiage. Les résultats correspondants sont consignés et classés dans le dossier prévu à l'article 2.7
Constats : <ul style="list-style-type: none">* absence d'enregistrement du débit réservé, en particulier à l'étiage, à fréquence journalière;* respect de la fréquence de mesure et d'enregistrement du débit dérivé, à fréquence hebdomadaire hors étiage; à fréquence journalière à l'étiage, hormis la période du 17 au 26/09, débits non enregistrés, en raison d'un arrêt maladie de l'exploitant. Demande de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- cf point de contrôle n° 2 : L'exploitant doit proposer pour l'étiage 2023, une procédure de contrôle et d'enregistrement des hauteurs de lame d'eau dans le déversoir, montrant en particulier le respect du Q réservé à l'étiage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité du rejet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/10/2004, articles 4.5 point 4.5.2 et 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, VL Paramètres NH4, NO2, PO4, DBO5, MES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : <ul style="list-style-type: none">- Différentiel conc. amont-aval à 100 m du rejet (en instantané) : NO2 0,1 mg/L, PO4 0,3 mg/L NH4 0,6 mg/L DBO5 3 mg/L MES 12,5 mg/L- Différentiel conc. amont-aval à 100 m du rejet (sur 2 heures) : NO2 0,07 mg/L, PO4 0,2 mg/L NH4 0,4 mg/L DBO5 1,5 mg/L MES 12,5 mg/L- De plus le rejet doit être de nature à permettre le respect des objectifs de qualité des eaux assignés à la rivière Kerallé : les critères du bon état physico-chimique : conc. NH4 0,5 mg/L conc. NO2 0,3 mg/L conc. PO4 mg/L conc. Pt 0,2mg/L- La quantité d'aliment disponible doit être adaptée en permanence au débit disponible, notamment en période d'étiage afin de respecter les valeurs limites de rejet.
Constats : <ul style="list-style-type: none">* conformité du paramètre NH4 étiage 2022 (sur 22 contrôles -fréq. hebdomadaire)* conformité du paramètre NO2 étiage 2022 (sur 11 contrôles -fréq. 1x/15j)* conformité des 5 paramètres NH4 NO2 PO4 MES DBO5 en 2022 sur 7 contrôles mensuels sur prélèvement instantané, analysé par laboratoire Capinov, de janvier à octobre* conformité des 5 paramètres NH4 NO2 PO4 MES DBO5 sur 1 prélèvement réalisé sur 2 heures, le 26/10/2022* absence de résultats transmis des 4 contrôles mensuels 2022 réalisés le 30/03, le 30/07, le 30/11 et le 30/12.* dépassement du différentiel NO2 > 0,1 mg/L sur prélèvement instantané du 24/08/2022 analyse Capinov effectuée selon une méthode normalisée : 0,4 mg/L; <p>Résultats à comparer avec le résultat d'analyse réalisée en interne semaine 34 : différentiel NO2 0,1 mg/L :</p> <p>Conc. amont Capinov 0,23 mg/L et conc. amont mesure interne 0,1 mg/L;</p> <p>Conc aval capinov 0,63 mg/L et conc. aval mesure interne à 0,2 mg/L.</p> <ul style="list-style-type: none">* dépassement du différentiel NH4 > 0,5 mg/L norme du bon état physico-chimique de la rivière Le Kerallé, sur 5 contrôles à l'étiage 2022 : en juin 2022 (sem.24 0,52 mg/L et sem.25 0,59 mg/L), en juillet 2022 (sem.27 0,56 mg/L et sem.28 0,54 mg/L) en septembre 2022 (sem.36 0,51 mg/L) : <p>la quantité d'aliment distribué n'a pas été adaptée durant ces 5 semaines pour respecter la norme du bon état en fonction du débit rivière disponible -</p> <p>– Dans la rivière, tout Le NH4 se transforme en nitrites qui se transforment en nitrates, paramètre déclassant de l'état écologique du cours d'eau le Kerallé, classé à l'état moyen.</p>
Demande de l'inspection : L'exploitant transmet à l'inspection
<ul style="list-style-type: none">* l'interprétation des résultats non conformes susmentionnés (débit, quantité d'aliment distribué, taux de rationnement/ stock poisson, etc.);* les mesures correctives <u>mises en oeuvre au prochain étiage</u> :<ul style="list-style-type: none">➤ mise en oeuvre de contrôles externes de recalage, afin de comparer les résultats d'analyses sur un même échantillon par l'exploitant et par le laboratoire et s'assurer de la fiabilité de ses analyses (dépassement du différentiel de concentration en NO2 non détecté par une analyse en interne) ;➤ mise en place d'un tableur pour le calcul de l'aliment distribué en fonction des débits et des concentrations amont pour le respect des normes ammonium/nitrites, afin d'adapter la quantité d'aliment distribué au débit disponible et maîtriser l'impact du rejet de la pisciculture.* les rapports des analyses mensuelles du laboratoire Capinov réalisées sur des prélèvements du 30/03, 30/07, 30/11 et 30/12.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prescriptions techniques forage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/04/2016, article 3 point 3.1 annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, mise aux normes du forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.P. du 13/04/2016, article 3 Prescriptions techniques 3-1 : Les forages relevant du présent arrêté sont soumis aux prescriptions techniques figurant en annexe 2 du présent arrêté :</p> <p>Annexe 2 – chapitre 1 Le choix de l'emplacement : L'ouvrage ne doit pas être à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle, notamment : stockage et aire de manipulation de produits chimiques</p> <p>Annexe 2 – chapitre 3 Réalisation et équipement du forage</p> <p>3.3 Cimentation de l'espace annulaire: l'opération de cimentation est obligatoire.</p> <p>3.3.1 définition de la partie à cimenter: En complément de l'arrêté du 11/09/2003 : La cimentation se fait sur toute la partie supérieure du forage, sur une hauteur de 10 m minimum. Si le prétubage est conservé (impossibilité technique), la cimentation doit être réalisée sur une hauteur d'au moins 10m.</p> <p>3.3.4 La protection de la tête : Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une «dalle de propreté», en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins de 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> <p>3.4 Mesure et contrôle des prélèvements : Les installations sont obligatoirement munies d'un dispositif de comptage du type volumétrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Défauts de mise aux normes du forage n° 2 :</p> <p>1. Absence de cimentation de l'espace annulaire</p> <p>2. Absence de protection de la tête de forage – présence d'un coffrage en bois .</p> <p>✕ absence de margelle bétonnée destinée à éloigner les eaux de la tête du forage, munie de pentes orientées vers l'extérieur (h > 30cm, S >3m²)</p> <p>✕ absence de buse protégeant la tête,</p> <p>✕ absence de capot de fermeture avec un dispositif de sécurité interdisant l'accès à l'intérieur du forage</p> <p>3. Absence de compteur volumétrique- présence d'un compteur non branché sur la conduite de sortie d'eau – afficheur à 0.</p> <p>4. Arrêt d'exploitation du forage :forage non déséquipé (extraction de la pompe).</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>- L'exploitant réalise la mise aux normes du forage n° 2, adresse à l'Inspection des installations classées les justificatifs de cette mise aux normes (photos, devis et factures signés, etc.)</p> <p>- L'exploitant réalise la mise aux normes du forage n° 1, le cas échéant ; en cas d'abandon définitif de l'exploitation du forage, l'exploitant en informe l'Inspection des IC, et effectue les travaux de comblement du forage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet